

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
4 av de la gare  
BP 132  
48005 Mende cedex  
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Mende, le 24/03/2025

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 26/02/2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS Llorens TP**  
Combe les airs près du Col des Tribes  
48190 Mont Lozère et Goulet

Références :  
Code AIOT : 0006602121

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement SAS Llorens TP implanté Combe les airs près du Col des Tribes 48190 LE BLEYMARD 48190 Mont Lozère et Goulet.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Llorens TP
- Combe les airs près du Col des Tribes 48190 LE BLEYMARD 48190 Mont Lozère et Goulet
- Code AIOT : 0006602121    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Société des carrières lozériennes exploite la carrière à ciel ouvert sise au lieu-dit "Combe les airs", de laquelle elle extrait de la roche calcaire à l'aide d'explosifs et d'engins mécaniques.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux

enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	---	--	-----------------------

1	Modalités d'actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 1.10.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
---	---	--	--	--	----------

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	


### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le cautionnement des garanties financières, tel que présentées le jour de la visite, n'est pas conforme.


La validité des garanties financières présentées passe nécessairement par la transmission d'un acte d'engagement établi par la société Les falaises d'or tel que détaillé à l'annexe II de l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières. Cet acte d'engagement est à transmettre dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modalités d'actualisation des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 1.10.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 10/10/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 26/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant l'issue de chaque période quinquennale, le montant de la période quinquennale suivante, tel que défini ci-dessus [à l'article 1.10.2.2] à la date d'autorisation, est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01 ainsi que de la TVA suivant les modalités de l'arrêté ministériel du 9 février 2004.</p> <p>L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le locataire-gérant de la Société des carrières Lozériennes présente un acte de cautionnement des garanties financières établi par un organisme bancaire. Il déclare souhaiter se porter garant de la société des carrières lozériennes, titulaire de l'autorisation d'exploiter le site.</p> <p>Pour ce faire, il doit transmettre un acte d'engagement conformément à l'annexe II de l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières. Ladite annexe détaille le modèle d'acte attendu. Cet acte d'engagement est transmis dans un délai de 15 jours.</p> <p>Dans l'attente, la mise en demeure de constituer des garanties financières, portée par arrêté préfectoral du 24 février 2025, n'est pas levée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 Jours

## N° 2 : Equipements abandonnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - installations de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 10/10/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'installation obsolète est toujours présente sur site. Le délais de la mise en demeure de procéder à son évacuation cours jusqu'au mois d'août 2025.</p> <p>L'acquéreur de la Société des carrières lozériennes indique à l'inspecteur de l'environnement que, selon son calendrier prévisionnel, cette évacuation devrait être réalisée dans le courant du mois de juin.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>